

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SECHE ECO SERVICES

Les Hêtres
CS 20020
53810 Changé

Références : 2025/577
Code AIOT : 0003700770

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté Boulevard du Grand Castaing site CEMEX 31120 Roques. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 novembre 2025 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté Boulevard du Grand Castaing site CEMEX 31120 Roques. La visite d'inspection a permis d'aborder la traçabilité des déchets admis et des déchets évacués, l'admission des terres polluées et le traitement des terres polluées.

Elle a également été l'occasion d'accompagner le laboratoire mandaté par l'inspection pour la réalisation d'un contrôle inopiné sur les terres issues des travaux de la ligne C du métro de

Toulouse, dans le but de s'assurer que l'exutoire final des terres est autorisé à les recevoir.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ECO SERVICES
- Boulevard du Grand Castaing site CEMEX 31120 Roques
- Code AIOT : 0003700770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Séché Eco-Services exploite, sur la commune de Roques-sur-Garonne, une plateforme de réception, de transit et de traitement de terres et matériaux pollués, dangereux et non dangereux. Les terres admises sur la plate-forme sont principalement issues de travaux de dépollution de sites, de chantiers d'aménagement et de déconstruction de la région Occitanie et des départements limitrophes à la région Occitanie.

Les activités autorisées sur le site sont :

- le transit de terres polluées,
- le traitement biologique de terres polluées en biopile,
- le criblage des terres polluées,
- le lavage des terres polluées (criblage humide).

Compte tenu de la nature des terres admises sur la plateforme depuis son ouverture, les installations de traitement biologique des terres, autorisées dans l'arrêté, n'ont pas été mises en service.

Les installations de traitement physico-chimique de criblage (par voie humide) et de lavage sont quant à elles en service depuis fin 2023.

Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED. Elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017, complété par arrêtés préfectoraux complémentaires du 21 juillet 2020, du 20 octobre 2024, du 30 octobre 2024 et du 23 janvier 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.1.2	Sans objet
2	Traçabilité des déchets – Registre entrant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets – Registre sortant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
4	Flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 2 > II.	Sans objet
5	Certificat d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Critères d'admission des terres polluées en entrée du site	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.2	Sans objet
7	Acceptation des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.3	Sans objet
8	Destination finale des terres	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.4	Sans objet
9	Traçabilité des terres traités	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.5	Sans objet
10	Déclaration annuelle des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas fait apparaître de non-conformité sur :

- la traçabilité des déchets admis et des déchets évacués ;

- l'admission des terres polluées ;

- les exutoires des terres polluées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle analyse terres
Prescription contrôlée : [...] Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord préalable de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.
Constats : À la demande de l'Inspection, un contrôle inopiné a été réalisé sur deux lots de terres issus des travaux de la ligne C du métro de Toulouse, par l'organisme BURGEAP GINGER. Le technicien

mandaté a effectué les prélèvements nécessaires pour constituer les échantillons :

- Lot Eiffage ACO 3+ 293 (482,76 tonnes, déposé le 28 octobre 2025)
- Lot Eiffage LVH 3+ 134 (212,64 tonnes, déposé le 5 novembre 2025)

Pour chaque lot, un total de neuf prélèvements ont été réalisés pour former les échantillons soumis à l'analyse.

Lors de la visite, l'Inspection a contrôlé les rapports d'analyse de ces deux lots. Ces rapports d'analyse montrent que les terres concernées sont inertes et donc admissibles pour être envoyées en carrière, en l'occurrence celle de CEMEX à Salles-sur-Garonne.

Par ailleurs, les résultats du contrôle inopiné réalisé sur ces deux lots ont confirmé que les terres étaient bien inertes. Elles peuvent ainsi être orientées vers l'exutoire prévu par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traçabilité des déchets – Registre entrant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un

<ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a vérifié la complétude des registres entrants 2024 et 2025. Aucun élément n'appelle de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Traçabilité des déchets – Registre sortant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les

déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a vérifié la complétude des registres sortants 2024 et 2025. Aucun élément n'appelle de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 2 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des terres polluées

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental : [...]

Le système de suivi contient toutes les informations collectées pendant les procédures d'acceptation préalable des déchets, et les procédures d'acceptation, d'entreposage, de traitement ou de transfert des déchets hors du site, c'est-à-dire :

- la date d'arrivée des déchets,
- le numéro unique d'identification s'il existe,
- l'identité du producteur de déchet et leur origine,
- les résultats des analyses d'acceptation préalable et d'acceptation des déchets quand ils existent, le mode de traitement prévu,
- le code correspondant de la nomenclature,

<ul style="list-style-type: none"> - la localisation des déchets sur le site, - et la quantité de déchets détenue sur site.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le fonctionnement du site, en détaillant notamment la gestion des terres par lots. Un plan détaillé du site a également été transmis, indiquant l'emplacement de chaque lot stocké sur la plateforme. Au cours de la visite, l'inspection a vérifié que le stockage des terres était effectivement réalisé par lots et que chaque lot occupait l'emplacement mentionné sur le plan. Par ailleurs, chaque lot était clairement identifié à l'aide de plaques d'identification.</p> <p>L'inspection a également procédé à la vérification de l'ensemble des informations requises pour l'acceptation des terres polluées pour les deux lots « Eiffage ACO 3+ 293 » et « Eiffage LVH 3+ 134 » et n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection. Le numéro unique d'identification attribué à chaque lot est ensuite communiqué au producteur des terres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Certificat d'acceptation préalable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des terres polluées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'admission des terres polluées sur le site se fait après procédure d'acceptation préalable. L'exploitant gère les terres qui entrent sur son installation par lots en provenance d'un même chantier. Pour un même chantier, et pour tenir compte du principe de non-dilution, des sous-lots devront être réalisés lorsque les caractéristiques des terres varient notablement d'une zone de pollution à une autre. La procédure d'acceptation comprend trois niveaux de vérification :</p> <ul style="list-style-type: none"> * la caractérisation des terres par le détenteur, * la vérification de la conformité, * la vérification à l'admission. <p>Le producteur, ou détenteur, du déchet doit en premier lieu faire procéder à la caractérisation de base définie à l'article 5.1.2.2 dans les 6 mois avant la vérification de conformité. Quand l'exploitant juge qu'il peut admettre les déchets dans son centre de traitement et de stockage, compte tenu notamment des prescriptions de cet arrêté, il affecte au déchet un numéro d'identification et un seul suivant l'ordre chronologique de la procédure d'admission. Un déchet ne peut être admis dans une installation de traitement qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 07/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la procédure de réception des terres. Celle-ci prévoit la prise de rendez-vous après l'émission d'un certificat d'acceptation préalable (CAP), ainsi qu'une vérification du bordereau de suivi des déchets (BSD). À leur arrivée sur site, les déchets sont pesés puis soumis à un contrôle de la radioactivité. Un contrôle visuel</p>

(granulométrie, couleur, odeur, présence de corps étrangers ou de déchets interdits) est réalisé pendant et après la phase de déchargement. Un contrôle analytique est également mis en œuvre dès que le volume des terres livrées atteint 300 m³, comprenant des analyses sur les HCT, BTEX, HAP, pack ISDI, métaux sur brut et pesticides organochlorés. Pour des lots d'un volume inférieur à 300 m³, des analyses sont aussi réalisées.

Par ailleurs, lors de la visite, l'inspection a procédé à une vérification des CAP, des BSD et des résultats d'analyses des lots de terres issus des travaux de la ligne C du métro de Toulouse (Lot Eiffage ACO 3+ 293, lot Eiffage LVH 3+ 296 et lot Bouygues VMO 3+ 134). Ces vérifications n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection. Les exutoires pour ces 3 lots sont la carrière de CEMEX située à Salles sur Garonne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Critères d'admission des terres polluées en entrée du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation des terres polluées

Prescription contrôlée :

1.2.1 Nature des installations

Les limites d'acceptation des différents lots de terres sur le site reposent sur quatre conditions devant être simultanément respectées :

- respect de la quantité maximale de 20 000 tonnes présente sur le site à tout instant ;
- respect du volume maximal de 11 100 m³ présent sur le site à tout instant ;
- respect des quantités de substances maximales figurant dans la seconde colonne du tableau suivant ;
- respect des concentrations maximales figurant dans la troisième colonne du tableau suivant : (cf tableau)

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de terres polluées dans le but de satisfaire à ces critères d'admission. Chaque lot de terres polluées entrant sur le site doit être caractérisé afin de déterminer le caractère dangereux de ces déchets. Chaque tranche de 300 m² d'un lot doit faire l'objet d'une caractérisation.

Les deux premières conditions ont été modifiées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/10/2024 à l'article 1.2.1 Nature des installations soit :

- respect de la quantité maximale de 40 000 tonnes présente sur le site à tout instant ;
- respect du volume maximal de 22 200 m³ présent sur le site à tout instant.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les quatre conditions relatives aux limites d'acceptation des différents lots étaient respectées.

Par courriels du 01/12 et du 05/12/2025, l'exploitant a transmis les éléments justificatifs

concernant les tonnages et volumes présents sur site, ainsi que les quantités de substances atteintes et les concentrations pour chaque paramètre et par lot de terres. Les données issues de leur logiciel de traçabilité ALTAROAD font état de 18 588,946 tonnes et d'un volume correspondant de 10 205 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Acceptation des terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification à l'admission

Prescription contrôlée :

Chaque livraison de lot de terres polluées sur le site fait l'objet d'un prélèvement d'au moins deux échantillons représentatifs identiques:

- l'un étant analysé à la réception sur le site selon les critères de l'article 5.1.2.2,
- l'autre étant conservé pendant au moins un an, et en tout état de cause jusqu'à l'élimination finale du lot correspondant.

Il doit également être vérifié à chaque livraison de lot de terres polluées :

- l'existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;
- la présence d'un bordereau de suivi du déchet ;
- le poids du chargement ;
- l'absence de détection de la radioactivité.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable mais que les règles d'admission du site sont respectées, il est étudié avec le client la possibilité d'une réorientation des terres vers une autre filière autorisée du site.

En cas de refus du client, le chargement sera refusé. Le non-respect des règles d'admission du site (concentrations des polluants au-dessus des seuils, présence de déchets interdits, etc.) entraîne systématiquement le refus du chargement. Le chargement sera alors soit récupéré par le client, soit évacué vers une filière adaptée. Chaque lot refusé est signalé à l'inspection des installations classées. Le refus ou la réorientation des terres peut ne concerner qu'une partie d'un lot de terres si cela est justifié par l'exploitant.

Constats :

Par courriel en date du 07/11/2025, l'exploitant a transmis la procédure de « gestion des prélèvements des lots réceptionnés ». Celle-ci prévoit la réalisation de deux échantillons représentatifs des terres, prélevés au minimum tous les 300 m³, ainsi qu'une vérification de la présence d'un certificat d'acceptation préalable (CAP), d'un bordereau de suivi des déchets (BSD), du poids, des résultats d'analyse et du contrôle de l'absence de radioactivité. Le premier échantillon fait l'objet d'analyses, tandis que le second est conservé au minimum trois mois après la sortie des terres.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'ensemble des échantillons de terres reçues sur la plateforme depuis le démarrage des travaux de la ligne C du métro de Toulouse en 2023 ont été conservés jusqu'à ce jour. Lors de la visite, l'inspection a constaté le stockage des échantillons dans le bungalow et a demandé toutefois leur classification chronologique.

Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité, qui a été contrôlé récemment. L'inspection a consulté le dernier compte-rendu de contrôle périodique n°16360 établi par BERTIN TECHNOLOGIES pour le portique qui a été vérifié en date du 17/07/2025, ainsi que le rapport d'intervention du 06/11/2025 pour le radiamètre mini trace GAMMA S10. Ces 2 rapports

n'appellent pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection.
Le contrôle visuel s'effectue lors de la phase de déchargement des terres.
En terme de refus en 2025, les livraisons avec les certificats d'acceptation préalable SER250123023 et SER 2503210157 ont été respectivement repris par les producteurs le 04/02/2025 et le 12/06/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Destination finale des terres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des terres polluées

Prescription contrôlée :

Avant évacuation des terres, il est procédé au minimum à un prélèvement de 10 échantillons représentatifs pour 1000 m³ de terres évacuées. La méthode de prélèvement et le mode d'analyses font l'objet d'une procédure écrite tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'évacuation des terres doit se faire soit :

1. sur le site d'origine des terres polluées; dans ce cas, le respect des prescriptions fixées sur le site ainsi que l'accord du propriétaire sont impératifs, les justificatifs doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées,
2. sur un site dit récepteur:
pour être réutilisées en technique routière,
dans le cadre d'un projet d'aménagement pour lequel un permis de construire ou d'aménager est délivré, ou pour lequel une étude d'impact est réalisée et instruite; les chantiers sont situés dans la région Occitanie ou les régions limitrophes et l'utilisation de terres issues d'un traitement de terres polluées est explicitement autorisée.
3. dans des filières d'élimination dûment autorisées à cet effet. Les terres traitées doivent dans ce cas respecter les critères d'acceptation de ces filières.

Dans le cas n°2 ci-dessus, l'exploitant doit respecter les dispositions de la procédure de valorisation hors site des terres excavées issues de site et sols potentiellement pollués, décrite dans le guide en vigueur réalisé par le ministère en charge de l'environnement, l'INERIS et le BRGM.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection la réalisation de 9 prélèvements pour des lots de moins de 300 m³ de terres. L'inspection a pu consulter la procédure de "gestion des prélèvements des lots réceptionnés". Celle-ci n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.
Lors de la visite, l'inspection a examiné les modes opératoires associés à la procédure d'échantillonnage. Pour les terres issues des travaux du métro, il a été vérifié que les différentes caractérisations réalisées ont permis de s'assurer que les lots respectaient bien les critères d'admission en carrière. Les bordereaux de suivi des déchets des lots de terres issus des travaux de la ligne C du métro de Toulouse (Lot Eiffage ACO 3+ 293, lot Eiffage LVH 3+ 296 et lot Bouygues VMO 3+ 134), établis pour chaque chargement (code déchet 17 05 04), ainsi que les résultats d'analyses des prélèvements effectués, ont été examinés afin de vérifier la conformité des lots sortants, attestant de leur caractère « inerte ».

Seuls les gâteaux de filtration issus du traitement des terres de lavage du lot S-LACQ SNCF lot 9 Boue ont été envoyés chez SECHE ECO INDUSTRIES à LACQ. Lors de la visite, l'inspection a constaté que le BSD n'était pas complété. Un bulletin d'analyse a néanmoins été présenté confirmant la présence d'hydrocarbures. Le BSD complété et signé a été transmis par l'exploitant à l'inspection par la suite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité des terres traitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité des terres
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une traçabilité complète des terres traitées: <ul style="list-style-type: none"> • localisation, historique succinct et activité du site d'origine, • identification, origine, date d'admission, quantité, • caractérisation des terres, numéro d'acceptation préalable, • bordereau de suivi de déchets, • localisation du traitement sur le site en cas de traitement en biopile, • analyses de suivi durant le traitement en cas de traitement en biopile, • analyses de caractérisation de fin traitement, • filière, date et lieu d'élimination ou de réemploi.
Constats : L'exploitant assure l'enregistrement et le suivi des éléments demandés par la prescription relative à la traçabilité des terres traitées (article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2017) et n'appelle pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le traitement en biopile des terres n'avait pas encore eu lieu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration annuelle des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets (GEREP)
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)
Constats : L'exploitant a effectué la déclaration sur GEREP pour l'année 2024 le 22/01/2025. Le tonnage total des terres évacuées par exutoire déclaré sur GEREP, soit 180 299,52 tonnes, correspond aux tonnages indiqués dans le rapport annuel d'activité 2024 transmis par courriel le 07/11/2025. Le tonnage de terres entrantes déclaré s'élève à 180 966,21 tonnes, dont 5 328,195 tonnes de déchets dangereux et 175 638,015 tonnes de déchets non dangereux. Ces chiffres sont cohérents

avec les chiffres mentionnés dans le rapport annuel 2024.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que le bilan annuel doit être transmis à l'inspection avant le 1^{er} avril de chaque année.

Type de suites proposées : Sans suite